

De l'évènement au mouvement : les initiatives citoyennes

Jean-Louis Laville, professeur du Cnam, chaire Économie solidaire

Publié le 22 novembre 2016 – Mis à jour le 19 novembre 2018

A l'aune du phénomène Nuit Debout, Jean-Louis Laville, professeur du Cnam, sur la chaire Économie solidaire, s'interroge sur la montée des initiatives citoyennes.



Nuit Debout a été considéré comme un événement soudain que rien n'annonçait. La surprise a engendré une **forte médiatisation** et des analyses controversées, certaines accentuant les traits émancipateurs de cette réappropriation, de l'expression collective, synonyme de courage et de regain de luttés après une période où la désespérance semblait dominer, d'autres dénonçant derrière l'apparence pacifique les dérives violentes et les manipulations qui sont censées révéler la nature cachée de cet attroupement. Inutile de rajouter des commentaires à cette avalanche de jugements contradictoires. L'hypothèse développée ici procède d'un changement de focale, il s'agit de mettre en évidence que **Nuit Debout** n'est pas un phénomène isolé mais une traduction parmi d'autres d'un **mouvement de fond** qui traverse les sociétés du monde entier : la **montée des initiatives citoyennes**.

Comme **Nuit Debout**, les **printemps arabes**, les **révoltes indigènes**, les **Indignés** ou **Occupy Wall Street** n'ont pas été des manifestations inattendues et éphémères. Dans tous les cas, elles ont été précédées par des **démarches associatives**, formelles ou informelles, et facilitées par le recours aux **réseaux sociaux**, l'articulation des deux ayant permis de sortir du sentiment d'impuissance par rapport à l'évolution du monde. Ce sont des regroupements de proximité, entendue non pas seulement au sens géographique mais aussi au sens relationnel, qui ont d'abord restauré la confiance puis débouché sur l'expression des frustrations en particulier au sein d'une **jeunesse** confrontée à la **difficulté d'accès au travail, à la paupérisation et à la précarisation**.

Les moments de cristallisation, comme les Forums sociaux mondiaux, n'ont été que des étapes dans un long parcours dont les méandres ont échappé aux observateurs trop pressés, obnubilés par des démonstrations ponctuelles et leurs conséquences à court terme. Un exemple le montre : les **Indignés** ont souvent été considérés comme un échec faute de débouchés. En fait, sans revenir sur la genèse d'un tel rassemblement, il est pertinent pour réfléchir à son devenir de se référer à la recherche menée en Catalogne. Loin de renoncer à l'engagement public, quand l'occupation des places s'est essoufflée, les participants se sont réinvestis dans un foisonnement d'alternatives qui sont loin d'être marginales puisque d'après les données recueillies auprès d'un échantillon représentatif, plus de 95% de la population est impliquée, les « révoltés » ayant été rejoints par les « victimes » de la crise. Grâce à ces actions, une plate-forme électorale a pu être conçue qui a conduit à l'**élection de la nouvelle municipalité**. D'un point de vue synchronique comme diachronique, ce qui importe donc pour saisir la teneur de ces initiatives est de souligner leur **multi-dimensionnalité**. Ni exclusivement économique, ni exclusivement politiques, elles couvrent un large spectre allant de revendications qui essaient de trouver des solutions économiques pour les personnes concernées jusqu'à des formes d'**économie collaborative** qui affirment leur signification politique par leur volonté de construire une **société solidaire**.

Le problème est que la transversalité de ces initiatives reste largement ignorée et que seules les plus spectaculaires suscitent l'intérêt. Face à ces modes d'expression imbriquant différents registres, les résistances viennent des modes de raisonnement hérités du XXe siècle, marqués par le **dualisme marché-État**. Les sciences économiques et sociales restent en effet influencées par ce prisme de lecture. Ainsi l'étatisme implicite s'exprime dans des approches qui ne voient dans l'essor associatif que le symptôme d'un désengagement public. Véritable cheval de Troie, les associations ne seraient que le leurre à travers lequel s'installerait un sous-service public, remplaçant des fonctionnaires par une main-d'œuvre sous-payée. À l'inverse, d'autres relient les limites rencontrées par les organisateurs à un amateurisme gestionnaire qui pourrait être dépassé grâce à la conversion de ces entités en social-business, ce **capitalisme à but social** se renforçant par le rapprochement avec des grandes entreprises soucieuses de responsabilité sociale et des outils tels que les investissements à impact social. Il s'agit de faire croire à une **éradication de la pauvreté** par une action privée autofinancée sur le marché. Ces réductionnismes n'arrivent pas à renouveler la pensée subordonnant toujours la société civile à l'État ou au marché, dans une tradition qui a commencé dans la seconde moitié du XIXe siècle et a imprégné tout le XXe siècle.

Ce qui réunit les intégristes du marché et de l'État par-delà leur opposition devenue rituelle, c'est l'**occidentalo-centrisme**. Centré sur les conceptualisations et les politiques menées au Nord, ils sont incapables d'appréhender ce qu'apportent les épistémologies et expériences du Sud. Le temps est révolu où le Nord gouvernait le Sud. Il est nécessaire de prendre part à des dialogues exigeants, respectueux d'autrui, qui sont seuls susceptibles de générer un apprentissage mutuel et une compréhension renouvelée d'un **monde globalisé**. Comme il est développé dans deux ouvrages qui viennent de paraître, la prise en compte du Sud modifie profondément la représentation de la réalité. Dans *Associations et action publique*¹, les contributions venues des pays arabes enrichissent le répertoire des rapports de l'associationnisme à la démocratie et les textes d'Amérique latine détaillent des formes inédites de **co-construction de l'action publique** avec les acteurs de la **société civile**. Dans *Civil Society, the Third Sector and Social Enterprise*², la prise en compte des figures de la société civile ou de l'entreprise sociale en Afrique, Asie, Amérique latine et Europe aboutit à proposer d'autres acceptions que celles ayant cours dans le débat anglo-saxon. Aucune formule ne détient la solution mais, examinées ensemble, elles élargissent le champ des possibles.

Avec les **initiatives citoyennes**, qui mélangent contestations et actions concrètes, c'est la diversité institutionnelle qu'il s'agit d'aborder. Il n'est pas étonnant que les deux courants de recherche qui aident à affronter ce défi : **les communs** d'une part, **l'économie sociale et solidaire** d'autre part, connaissent un développement tant au Nord qu'au Sud. Les travaux fondateurs d'Ostrom comme l'économie sociale traditionnelle ont mis l'accent sur la question de la **propriété collective** et l'existence d'**entreprises non capitalistes** à travers les statuts des **associations, coopératives et mutuelles**. Mais la théorie des communs initiée par Ostrom ne s'arrête pas aux régimes de propriété et la théorie de

l'économie solidaire la rejoint pour mettre aussi l'accent sur **l'agir collectif**. Trois points ressortent de leurs avancées respectives : la mobilisation autour de biens communs qui attestent de ce que l'activité humaine n'est pas régie par le seul intérêt ; l'hybridation des principes économiques : l'économie n'est pas que marchande, elle adopte également des formes émanant de la **redistribution, la réciprocité et l'administration domestique** pour reprendre les dénominateurs de Polanyi ; la dimension publique des initiatives tant par les modalités de la **démocratie participative** adoptées en interne que l'implication dans des espaces public intermédiaires entre société civile et pouvoirs publics.

La question n'est donc pas de savoir quelle sera le sort de **Nuit Debout** mais si les initiatives citoyennes actuellement en cours seront en mesure de modifier le cadre institutionnel pour faire une plus large place à la diversité. La conclusion de *Associations et action publique* le souligne : pour que le monde soit vivable demain, la **socio-diversité** est aussi nécessaire que la **bio-diversité**.

Jean-Louis Laville
professeur du Cnam,
sur la chaire Économie solidaire,
membre du laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (Lise).

Bibliographie

Castells, R. ; Caraça, J. ; Cardoso, G. (ed.), 2012, *Aftermath – The Culture of Economic Crisis*, Oxford, Oxford University Press.

¹ Laville, J-L.; Salmon, A., 2015, *Associations et action publique*, Paris, Desclée de Brouwer

² Laville, J-L. ; Eynaud, P.; Young, D., 2016, *Civil Society, the Third Sector and Social Enterprise*, Oxford, Routledge.

 | Action sociale | Citoyenneté

Le dernier Cnam mag'

LE CNAM MAG' #9

Société numérique, société inclusive ?

1 mai 2018

 [Retrouvez tous les numéros](#)

<http://blog.cnam.fr/social/de-l-evenement-au-mouvement-les-initiatives-citoyennes-868455.kjsp?RH=1516962019884>